

INSTRUCTION

N° 02-021-M0 du 7 mars 2002

NOR : BUD R 02 00021 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

DISSOLUTION DES CAISSES DES ÉCOLES

ANALYSE

Circulaire interministérielle du 14 février 2002

Date d'application : 07/03/2002

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; CAISSE DES ÉCOLES ; DISSOLUTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 99-098-M0 du 15 septembre 1999

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	RF	T							

DIFFUSION

GT 10

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Circulaire interministérielle relative à la dissolution des caisses des écoles.	4
---	---

Vous trouverez ci-joint la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/02/00042/C du 14 février 2002 relative à la dissolution des caisses des écoles.

Toute difficulté d'interprétation de la présente circulaire pourra être portée à la connaissance du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire interministérielle relative à la dissolution des caisses des écoles.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction Générale de la Comptabilité Publique
Bureau 6C

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction Générale des Collectivités Locales
Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

Le Ministre de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie,

Le Ministre de l'Intérieur,

à

Mesdames et Messieurs les préfets,

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les receveurs des finances

CIRCULAIRE N° NOR/INT/B/02/00042/C

14 février 2002

OBJET : Dissolution des caisses des écoles.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de l'article 23 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel qui a modifié l'article L. 212-20 du code de l'éducation.

Cet article précise désormais que *"lorsque la caisse des écoles n'a procédé à aucune opération de dépenses ou de recettes pendant trois ans, elle peut être dissoute par délibération du conseil municipal"*.

Ainsi, la caisse des écoles peut être dissoute lorsqu'elle n'a procédé à aucune opération de dépenses ou de recettes depuis plus de trois années, ce qui se traduit le plus souvent par

l'absence de vote du budget. Cette dissolution peut concerner toutes les caisses des écoles, qu'elles soient comptablement rattachées à la commune ou non.

La délibération du conseil municipal décidant de dissoudre la caisse des écoles détermine la date à laquelle l'établissement disparaît juridiquement. Les comptes sont arrêtés à cette date. Le cas échéant, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la commune.

En premier lieu, il faut procéder à la clôture du budget de la caisse des écoles dissoute. En second lieu, l'actif et le passif de la caisse sont intégrés dans le budget de la commune.

I – Clôture du budget de la caisse des écoles

A – Opérations de liquidation dans la comptabilité de la caisse des écoles dissoute

Les opérations de liquidation sont exécutées par le comptable de la caisse des écoles, comptable de la commune.

Il s'agit d'opérations d'ordre non budgétaire consistant à :

- débiter les comptes de bilan à solde créditeur ;
- créditer les comptes de bilan à solde débiteur.

A l'issue de ces opérations, tous les comptes de bilan doivent être soldés.

Le comptable édite une balance comptable faisant apparaître les opérations de liquidation. Cette balance est transmise au comptable supérieur accompagnée de la délibération de dissolution. Ces documents sont visés par le comptable supérieur qui les transmet à la Chambre régionale des comptes (y compris pour les comptes soumis à l'apurement administratif).

B – Arrêté des comptes de la caisse des écoles dissoute

La dissolution intervenant après une période d'inactivité, deux hypothèses sont envisageables.

Dans le premier cas, il est possible que le dernier acte réalisé par la caisse des écoles ait consisté précisément à voter son compte administratif. Ce document constitue alors le véritable arrêté des comptes de la caisse, établissant les résultats de la caisse qui seront repris par la commune.

Dans le second cas, il est possible et même probable que la caisse des écoles n'ait pas adopté de compte administratif. Dans cette hypothèse, l'arrêté des comptes sera réalisé par un tableau des résultats et des éventuels restes à réaliser de la caisse, établi par le maire, accompagnés de la balance préalablement fournie par le comptable de la caisse des écoles dissoute.

II – Intégration de l'actif et du passif du budget de la caisse des écoles dans le budget de la commune

A – Reprise des résultats du budget de la caisse des écoles dans le budget de la commune

Dès la plus proche décision budgétaire suivant la dissolution de la caisse et l'arrêté des comptes de la caisse :

- le résultat de la section de fonctionnement sur la ligne budgétaire 002 "Résultat de fonctionnement reporté",
- et le solde d'exécution de la section d'investissement reportés, sur la ligne budgétaire 001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté".

sont repris au budget de la commune. La reprise est justifiée par la production en annexe au budget de reprise, du compte administratif de la caisse ou de l'arrêté des comptes de la caisse des écoles, éventuellement établi par la commune suite à la délibération de dissolution.

B – Intégration des éléments d'actif et de passif dans la comptabilité de la commune

Le comptable intègre les soldes du bilan de sortie de la caisse des écoles dissoute dans la comptabilité de la commune, par reprise en balance d'entrée.

Le comptable justifie la différence entre la balance de sortie de l'exercice précédant la réintégration et la balance d'entrée du nouvel exercice par un état joint au compte de gestion.

Cet état fait apparaître, pour chaque compte concerné :

- la balance de sortie de l'exercice clos du budget de la commune,
- le montant de la modification correspondant à l'intégration du bilan de sortie de la caisse des écoles dissoute,
- le montant de la balance d'entrée du budget de la commune après intégration.

Cet état est appuyé de la balance de sortie de la caisse des écoles dissoute et de la délibération de dissolution. Ces documents sont joints au compte de gestion de la commune de l'exercice au cours duquel la réintégration est opérée.

Si la dissolution a lieu en cours d'exercice, la réintégration dans les comptes de la commune s'opère par opérations non budgétaires de l'exercice, et non par reprise de balance d'entrée.

Vous voudrez bien communiquer au plus tôt ces informations aux ordonnateurs et aux comptables concernés.

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie

Pour le ministre et par délégation

Le directeur général de la comptabilité publique

Le ministre de l'intérieur

Pour le ministre et par délégation

Le directeur général des collectivités locales

J. BASSÈRES

D. BUR